

Autosuffisance alimentaire *années 60-70*

Capacité pour un territoire (pays, région, continent) à subvenir aux besoins alimentaires de sa population par sa seule et propre production

- Emerge en réponse aux famines et aux premiers échecs du néolibéralisme
- Centralité de la notion de **territorialité**

Sécurité alimentaire *années 70-80*

“La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active” (FAO)

- **Universalité du droit à l'alimentation** (disponibilité / accessibilité / utilisation / stabilité des ressources)
- Satisfaction des besoins et préférences alimentaires : introduction du **facteur socio-culturel**
- Peu d'attention portée aux modes de production et de distribution. En pratique : **financiarisation et libéralisation des échanges** agricoles et alimentaires

Souveraineté alimentaire *depuis les années 90*

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. (...)" (Via Campesina)

- Théorisée par la **Via Campesina** en 1996, en marge du Sommet mondial de l'alimentation.
- **Contestation** de la domination des marchés internationaux et de leur capacité à éradiquer la faim
- Retient de l'autosuffisance alimentaire la notion de **territorialité**.
- Retient de la sécurité alimentaire **l'universalité du droit à l'alimentation** et le **facteur culturel**.
- Introduit le **facteur politique** de l'agriculture et de l'alimentation

Résilience alimentaire *en émergence*

Un système alimentaire capable d'assurer la disponibilité d'une nourriture adaptée, accessible et en quantité suffisante pour toutes et tous, dans un contexte de perturbations variées et imprévisibles.

Emerge de la nécessité de mieux prendre en compte **les impacts des changements climatiques et crises**.



“La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. (...)”

- Via Campesina, extrait du forum sur la souveraineté alimentaire de Nyeleni (Mali), 2007

“ Le droit des populations, des communautés et des pays à définir leur propre politique alimentaire, agricole, territoriale ainsi que de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque spécificité ”

- extrait de la déclaration finale de la société civile lors du Sommet Mondial de l'Alimentation à Rome en 2002

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Source : conférence de Gilles Maréchal sur la souveraineté alimentaire, formation ALIMENTERRE, mars 2023

La souveraineté alimentaire n'est pas une création spontanée, elle s'inscrit dans une succession de paradigmes théoriques et de réflexion pour solutionner la faim dans le monde entamée dans les années 70. A cette époque, en réaction aux famines causées par la guerre du Biafra et des premiers échecs du néolibéralisme, apparaît la notion d'**autosuffisance alimentaire** qui théorise l'idée selon laquelle un territoire doit être capable subvenir à ses besoins alimentaires par sa propre production. Quelques années plus tard c'est l'idée de **sécurité alimentaire** qui s'impose. La définition de cette notion a été progressivement enrichie mais globalement, pour elle, le lieu de production de l'alimentation n'est pas central, le principal étant que tous les êtres humains puissent avoir accès à une nourriture saine, suffisante et nutritive qui leur permette de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires. En pratique, cette notion va permettre une financiarisation et une libéralisation des échanges agricoles et alimentaires qui prendra peu en compte les externalités négatives écologiques et socio-économiques qui en découleront.

Le concept de souveraineté alimentaire, lui, apparaît pour la première fois en 1996, porté par la Via Campesina¹ en marge du Sommet Mondial de l'alimentation, troisième réunion internationale portant sur les questions d'alimentation et de nutrition depuis les années 70. La Via Campesina constate alors que, malgré sa mise à l'agenda politique international, il persiste une incapacité structurelle à résoudre la question de la faim dans le monde. Pour elle, la principale cause de cette situation est la domination des marchés internationaux et des multinationales sur ces enjeux qui impacte particulièrement négativement les paysans et paysannes du monde entier.

Pour les partisans de la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire comme droit de chacun et chacune à avoir accès à une alimentation saine et adaptée à ses besoins et préférences reste un objectif, mais ils proposent de repenser la manière d'y parvenir. Générée par le « bas », par les paysans et paysannes eux-mêmes, cette notion retient de l'autosuffisance alimentaire l'idée de territorialité. Elle entend penser la production, la transformation et la distribution de l'alimentation à une échelle territorialisée sans s'interdire pour autant des échanges mondiaux. Du concept de sécurité alimentaire, elle retient

¹ La Via Campesina, formalisée en 1993, est un mouvement international de petit et moyens paysans du monde entier, du nord et du sud, solidaires pour faire face à leurs problématiques communes : concurrence déloyale et pratiques des multinationales agro-alimentaire et des politiques de libre-échange.

la notion de droit universel et de la prise en compte des préférences culturelles. Finalement, l'apport novateur de la souveraineté alimentaire est de considérer la production et l'alimentation comme des objets politiques et de plaider pour un gouvernement démocratique de ces derniers. Aussi, elle appelle au droit des peuples à décider eux même de leur modèle agricole et alimentaire afin qu'ils puissent définir les règles du jeu de la production et de la distribution agricole et alimentaire.

Impulsée par les paysannes et les paysans, la souveraineté alimentaire est récemment devenue une notion communément employée (particulièrement depuis la pandémie de Covid 19) et qui fait parfois l'objet de détournements de sens par les acteurs professionnels et institutionnels opposés à la vision de la Via Campesina. Par exemple, la définition de souveraineté alimentaire produite par la FNSEA débute ainsi « Axe 1. La souveraineté alimentaire s'appuie sur une agriculture pour assurer une croissance durable ». Si la Souveraineté Alimentaire n'est pas figée et que sa définition continue d'évoluer (pour y introduire davantage de considérations écologiques par exemple), il est important de ne pas la vider de son sens.

Le cheminement intellectuel autour de la résolution de la faim continue et une nouvelle notion a été mise en avant, celle de **résilience alimentaire** qui vient combler un impensé de la souveraineté alimentaire : la prise en compte des changements climatiques, de leurs causes et de leurs impacts locaux. La souveraineté alimentaire reste une notion en construction qui doit répondre à de nombreux questionnements toujours en suspens : à quelle échelle penser la souveraineté alimentaire ? Comment envisager les échanges mondiaux ? Pour une souveraineté ouverte ou défensive ? Quelle vision de l'agriculture ? Quels sont les groupes sociaux mobilisés ? Quels instruments de régulation ou de contrôle ? etc.

SENSIBILISER A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE : ENJEUX, FREINS ET LEVIERS, OUTILS

Capitalisation d'un world café, atelier de réflexion collective, réalisé pendant la formation ALIMENTERRE 2023

Les enjeux de la souveraineté alimentaire ?

Des enjeux de deux natures différentes : ceux relevant d'une approche épistémologique et ceux relevant d'une approche plus pragmatique.

Approche épistémologique : une notion polysémique et transversale :

La notion de Souveraineté Alimentaire est soumise à un enjeu de définition. Elle ne fait pas l'objet d'une définition unique et peut donc faire l'objet d'évolutions bienvenues (par exemple la définition originelle de la souveraineté alimentaire faisait peu de référence climat, qui est aujourd'hui beaucoup plus pris en compte dans les réflexions portant sur cette notion) mais aussi de réappropriations voire de détournement (exemple de la FNSEA). Aussi, il est important de travailler sur le sens de cette notion et sur l'histoire de sa construction afin d'en saisir l'essence.

Elle porte également en elle un enjeu de transversalité. La notion de souveraineté alimentaire transcende l'ensemble des domaines socio-politiques et écologiques. Recoupant des enjeux transversaux et interdépendants elle ne peut être comprise qu'en faisant l'objet d'une approche globale et pluridisciplinaire.

Approche pragmatique :

Enjeux démocratiques. La souveraineté alimentaire suppose la capacité des peuples à adapter leurs systèmes alimentaires aux enjeux économiques, sociaux, culturels, écologiques et politiques locaux. Cette capacité populaire insinue l'existence d'une démocratie participative qui fonctionne et qui met à la disposition de sa population des espaces de débats et d'apprentissages éclairés et des outils de prise de décision effectifs.

Enjeu d'échelle. La notion de souveraineté alimentaire porte l'idée de territorialité. Il faut pouvoir la penser. A quelle échelle raisonner principalement pour penser un système agricole ? Comment articuler les échelles entre elles, passer du local au global ?

Les freins et les leviers de la souveraineté alimentaire ?

Freins

Freins d'adhésion paradigmatique :

L'idée de souveraineté alimentaire doit s'imposer face à des paradigmes politiques et économiques antagonistes. Les arènes de pouvoir privés et publics sont largement infusés par la foi dans le néo-libéralisme et le libre-échangeisme qui sont des notions antinomiques de la souveraineté alimentaire. Les acteurs.ices qui ont le plus de poids dans la définition des systèmes alimentaires sont aujourd'hui des oligarchies industrielles et des états pour qui le fonctionnement actuel est bénéfique, et qui, en dehors de la satisfaction de leurs intérêts et de l'hypocrisie qui peut en ressortir, ont parfois réellement confiance en sa capacité à solutionner la faim dans le monde.

L'adhésion à la notion de souveraineté alimentaire est freinée par sa récupération et le détournement de son sens par différents acteur.ices. D'un côté la notion de souveraineté alimentaire est parfois récupérée par de groupes nationalistes et/ou ultra-protectionnistes ce qui comporte son lot d'écueils : comme le tout local et moins de considérations écologiques. De l'autre côté on a une récupération institutionnelle ou par des groupes d'intérêts qui vident la notion de son contenu c'est par exemple le cas avec la définition que donne la FNSEA de la souveraineté alimentaire. Ces récupérations faussées de la souveraineté alimentaire les vide de leur sens et engendre une fausse ou une moindre adhésion à cette théorie.

Frein d'adhésion par une mauvaise compréhension du sujet lié à un manque d'éducation et de sensibilisation à cette notion. Cela peut par exemple donner lieu à une vision erronée de ce que serait la souveraineté alimentaire (moins de diversité, manque matériel etc.).

Freins à la mise en œuvre :

Même si l'adhésion à la souveraineté alimentaire est acquise, des freins à sa réalisation persistent.

Triangle de l'inaction. Pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires, les modes de production, leur réglementation et les modes de consommation doivent évoluer. Aussi, Etat, entreprises et citoyen.nes ont chacun leur rôle à jouer cette transition. Or ils se renvoient la balle de la responsabilité et rien ne change, ou très peu.

La spécialisation et l'ancrage des pratiques agricole : une adaptation difficile. Il est difficile de faire évoluer des pratiques agricoles et de consommation ancrées d'autant plus que sur certains territoires les impacts de la

production agro-industrielle rendent difficile la conversion à d'autres modèles (ex : Les Antilles et la pollution au Chlordécone).

Contexte, lois, normes politiques et économiques : Une tendance politique mondiale en faveur du libre-échange et des grandes entreprises qu'il est difficile et long à faire bouger.

Leviers

Education et sensibilisation à ces problématiques avec une approche transversale. Une approche qui permette une reconnexion aux autres problématiques socio-économiques et une forme de convergence des « luttes ».

Publicisation du sujet pour une mise à l'agenda politique et pour diffuser l'information au grand public.

Action publique : fiscalité, financement et réglementation.

- Transparence sur les pratiques des entreprises
- Politique de régulation, de subvention, de planification
 - ➔ Une action publique qui infuse tous les partis au sujet. (limitation du pouvoir privé, renforcement des mécanismes de participation citoyenne, accompagnement dans la transition des consommateurs et consommatrices et des modes de production (aides aux agriculteurs et agricultrices, etc.).

Multiplication et articulation des échelles d'action : une approche « du local au global » pour défendre une souveraineté alimentaire cohérente, réalisable et souhaitable.

Quels outils pour aborder le concept de souveraineté alimentaire ?

Pas d'outils spécifiques à la thématique mais des outils spécifiquement adaptables.

Une approche pédagogique pour aborder la notion de souveraineté alimentaire avec des publics non convaincus

Aider les publics à se construire leur avis eux-mêmes à l'aide d'outils et de données qui poussent à la réflexion collective. Imposer une notion ou un point de vue n'est ni intègre ni productif (d'autant plus si le public a déjà des à priori sur la question), l'animateur.ice doit permettre à son public de réfléchir par lui-même avec les outils et informations adéquats permettant une réflexion éclairée. En particulier il est important de leur permettre de se projeter (avec des outils de simulation ou des partages d'expériences par exemple).

Pour une public restreint/ une animation

Animations et jeux ECSI / éducation populaire.

- **Jeux**
 - Élémentaire mon cher Watson
 - TamTown (escape game)
 - Potentia (Quinoa) (jeu pour s'organiser collectivement)
 - Desobeyi Afrique
 - Du pas en avant
 - Jeu des chaises
 - Jeu du commerce alimentaire
 - Repas Insolents
- **Théâtre-forum**
- **Outils de simulation**
résilience alimentaire (Crater + Parcel)
- **Fresques**
- **Ateliers cuisine**
- **Arpentage**
- **Fims documentaires et débats**
- **Création de podcast**

Présence d'acteur.ices investis dans la thématique. Cela permet d'avoir une idée concrète des alternatives possible et d'ancrer la notion dans le réel et le réalisable pour les publics éloignés de cette idée et d'inspirer, aider, soutenir ceux qui s'y intéressent déjà. La partage d'expérience, la visites de lieux qui ont à cœur cette notion (visite de fermes, cantines cuisines etc.) sont des options envisageables.

Une approche par le droit des paysans et des paysannes. Pour aborder le sujet avec les agriculteur.ices.

Une approche possible par le facteur culturel ou le droit à l'alimentation.

Pour le grand public

Médiatisation du sujet par l'action collective : manifestation, désobéissance civile etc. Des actions qui permettent à la fois d'informer le grand public et de faire pression sur les décideurs pour qu'ils se saisissent de l'enjeu.

Plaidoyer à toutes les échelles. Du local au global au local pour une action cohérente et décentralisée.

Expertise technique : étude des territoires, enquête. Avoir recours à une certaine expertise sur la faisabilité pour parler, notamment aux sceptiques, permet de se projeter dans le réel et d'être perçu comme légitime.